



**MINISTÈRE
CHARGÉ DU BUDGET
ET DES COMPTES PUBLICS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

SITUATION MENSUELLE BUDGÉTAIRE

Paris, le 02/10/2024

AU 31 août 2024

N°001

Solde

Le solde général d'exécution de l'État s'établit au 31 août 2024 à -171,9 Md€ contre -187,9 Md€ à fin août 2023.

Dépenses

Au 31 août 2024, les dépenses du budget général (hors remboursements et dégrèvements d'impôts d'État) s'établissent à 304,1 Md€ contre 306,1 Md€ à fin août 2023, soit une baisse de -2 Md€. Cette évolution résulte notamment de la sortie des boucliers tarifaires exceptionnels sur l'électricité et le gaz, de la diminution des charges de la dette de l'État s'expliquant principalement par une moindre charge d'indexation du capital en raison de la baisse de l'inflation, ainsi que de la hausse, prévue en loi de finances pour 2024, des dépenses militaires et des mesures de revalorisation des salaires des enseignants.

Les prélèvements sur recettes sont globalement en baisse de -1,4 Md€ par rapport à fin août 2023 avec une diminution du prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne de -2,0 Md€ compensée par une hausse sur le prélèvement sur recettes au profit des collectivités territoriales de +0,6 Md€.

Recettes

Au 31 août 2024, les recettes du budget général¹ (nettes des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État) s'établissent à 205,2 Md€ contre 193,4 Md€ à fin août 2023.

Les recettes fiscales nettes s'élèvent à 187,8 Md€ contre 184,8 Md€ à fin août 2023, soit une hausse de +3,0 Md€.

Elle s'explique d'abord par la plus-value constatée sur l'IS net (+0,8 Md€), en raison notamment de la hausse des acomptes liée à la croissance du bénéfice fiscal 2023. Elle résulte également d'une hausse de la part Etat de la TVA nette (+1,8 Md€), compte tenu de la croissance des recettes brutes (+2,4 Md€), compensée par une hausse des remboursements et dégrèvements (- 0,6 Md€) qui pourraient s'accroître dans les prochains mois. En outre, les autres recettes fiscales sont en plus-value (+1,8 Md€), essentiellement en raison de la croissance des autres taxes intérieures (+2,3 Md€) et de nouveaux

¹ Les recettes du budget général sont présentées hors fonds de concours alors que ceux-ci sont intégrés dans la présentation des dépenses.

recouvrements de contribution sur la rente inframarginale sur la production d'électricité (+ 0,7 Md€), compensés par la baisse, conforme à la LFI, des recettes de CVAE (-1,1 Md€). L'amélioration des recouvrements à fin août 2024 par rapport à fin août 2023 ne reflète pas la dynamique baissière des prévisions de recettes fiscales pour 2024.

Ces hausses de recettes fiscales sont en partie compensées par les moins-values constatées sur l'IR net (-1,3 Md€), imputables à un différé d'enregistrement comptable des recettes de prélèvement à la source, et sur la part Etat de la TICPE nette (-0,2 Md€).

Les recettes non fiscales s'élèvent à 17,4 Md€ à fin août 2024 contre 8,6 Md€ à fin août 2023, soit une hausse de 8,7 Md€. Celle-ci est principalement liée au versement par l'Union européenne, dans le cadre du cofinancement par la Facilité pour la reprise et la résilience, d'une partie du Plan national de relance et de résilience (+7,5 Md€) en raison du calendrier qui prévoyait un versement plus tôt en 2024 qu'en 2023.

Comptes spéciaux Au 31 août 2024, le solde des comptes spéciaux s'établit à -31,9 Md€, soit une amélioration de +0,3 Md€ par rapport à son niveau à fin août 2023. Cette hausse est principalement portée par l'amélioration du solde du compte d'affectation spéciale (CAS) « Participations financières de l'État » (+1,5 Md€), atténuée notamment par la dégradation du solde du CAS « Pensions » (- 0,9 Md€).

La situation du budget de l'État

Au 31 août 2024

Service de la fonction financière et comptable de l'État

Adresses internet : <https://www.economie.gouv.fr/dgfip/la-situation-mensuelle-de-letat>

Ou : <https://www.budget.gouv.fr/documentation/publications-de-la-direction/situation-mensuelle-du-budget-de-letat-smb>

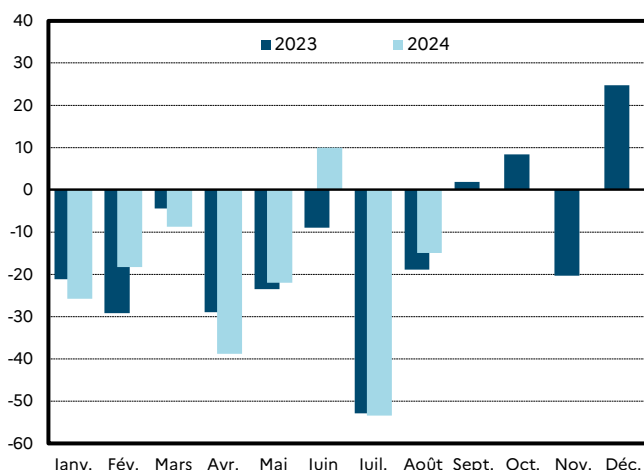
Solde	Le solde général d'exécution au 31 août 2024 s'établit à -171,906 Md€ contre -187,934 Md€ à fin août 2023.
Dépenses totales du budget général	Les dépenses totales nettes des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'État s'établissent à 350,154 Md€ au 31 août 2024 contre 353,548 Md€ à fin août 2023. Les dépenses du budget général (BG) au 31 août 2024 atteignent 304,109 Md€ contre 306,062 Md€ à fin août 2023 tandis que les prélèvements sur recettes (PSR) s'établissent à 46,044 Md€ au 31 août 2024 contre 47,486 Md€ à fin août 2023.
Recettes totales du budget général	Les recettes totales nettes des R&D d'impôts d'État au 31 août 2024 s'établissent, y compris fonds de concours (FDC) et attributions de produits, à 210,100 Md€ contre 197,736 Md€ à fin août 2023. Hors FDC et attributions de produits, les recettes s'élèvent à 205,191 Md€ au 31 août 2024 contre 193,449 Md€ à fin août 2023.

Solde général (hors FMI)

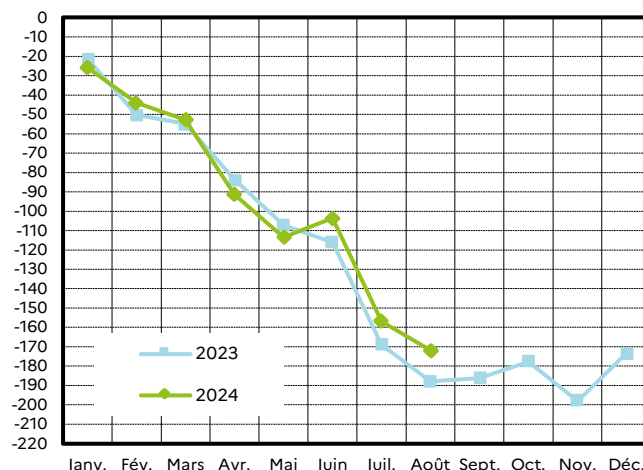
en millions d'euros	Cumul à fin décembre			Cumul à fin août				Variation à fin août 2024 ⁽³⁾ / 2023 ⁽³⁾ à périmètre courant
	2022 exécuté ⁽¹⁾	2022 retraité ⁽²⁾	2023 exécuté ⁽³⁾	2022 exécuté ⁽¹⁾	2022 retraité ⁽²⁾	2023 exécuté ⁽³⁾	2024 exécuté ⁽³⁾	
Solde du budget général	-158 195	-158 195	-168 159	-124 518	-124 518	-155 811	-140 054	
Dépenses (BG et PSR)	512 935	519 917	522 693	335 230	338 368	353 548	350 154	-1,0%
Recettes	354 740	361 722	354 534	210 712	213 849	197 736	210 100	6,3%
Solde des comptes spéciaux	6 726	6 726	-5 101	-25 378	-25 378	-32 122	-31 852	
dont avances aux collectivités territoriales	2 214	2 214	-3 604	-23 061	-23 061	-28 359	-28 156	
Solde des budgets annexes	27	27	288					
Solde général	-151 441	-151 441	-172 972	-149 896	-149 896	-187 934	-171 906	

Solde général (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



cumul depuis le début de l'année



⁽¹⁾ Conformément à la loi organique du 1^{er} août 2001, les données "2022 exécuté" sont nettes des R&D d'impôts d'État et d'impôts locaux (programmes 200 et 201) ;

⁽²⁾ Les données "2022 retraité" correspondent aux données "2022 exécuté" nettes des R&D d'impôts d'État (programme 200) ;

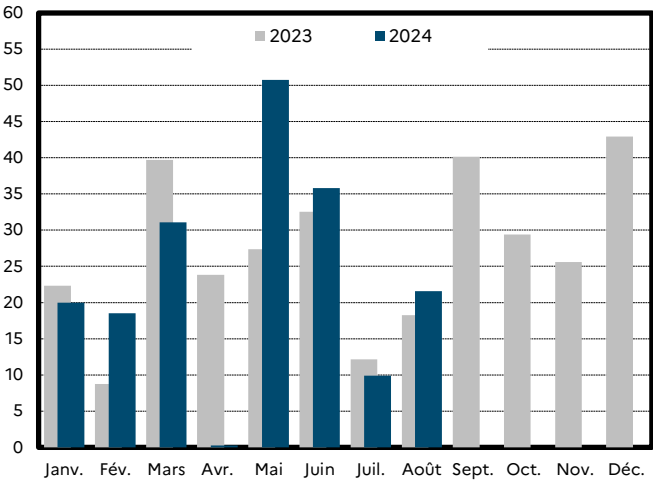
⁽³⁾ Conformément à la loi organique du 28 décembre 2021, les données "2023 exécuté" et "2024 exécuté" sont nettes des R&D d'impôts d'État (programme 200).

Recettes totales nettes du budget général

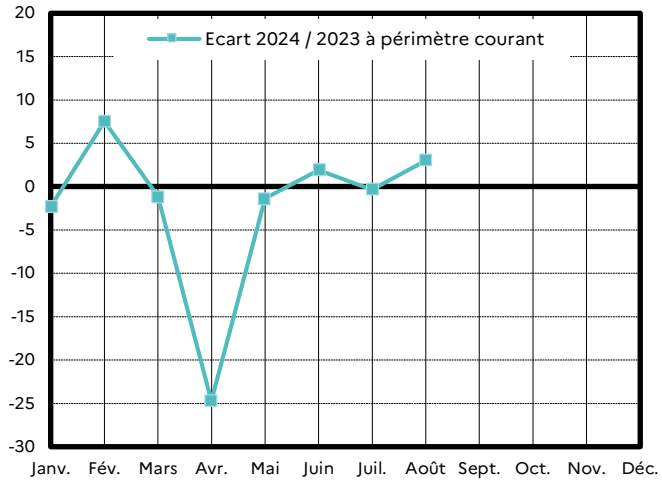
en millions d'euros	Exécution	LFI	Cumul à fin août		Variation à fin août 2024 / 2023	
	2023	2024	2023	2024	Périmètre courant	Périmètre constant
Recettes fiscales	322 903	348 482	184 807	187 818	1,6%	1,5%
Impôt sur le revenu	88 589	93 364	45 059	43 801	-2,8%	-2,8%
Impôt sur les sociétés ⁽¹⁾	56 825	72 047	25 152	25 980	3,3%	3,3%
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	16 804	15 390	10 668	10 468	-1,9%	-0,8%
Taxe sur la valeur ajoutée	95 188	100 806	65 563	67 365	2,7%	2,3%
Autres recettes fiscales ⁽²⁾	65 497	66 875	38 365	40 204	4,8%	4,8%
Recettes non fiscales	25 139	22 704	8 641	17 373	101,0%	101,0%
Recettes du budget général (hors FDC et attributions de produits)	348 042	371 186	193 449	205 191	6,1%	6,0%
Fonds de concours et attributions de produits	6 492	7 399	4 288	4 909	14,5%	14,5%
Recettes du budget général (avec FDC et attributions de produits)	354 534	378 585	197 736	210 100	6,3%	6,2%

Recettes fiscales nettes (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles

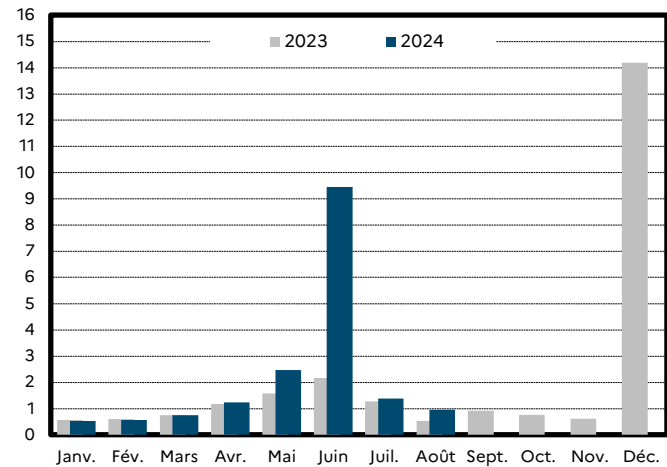


écart 2024-2023 (cumul depuis le début de l'année)

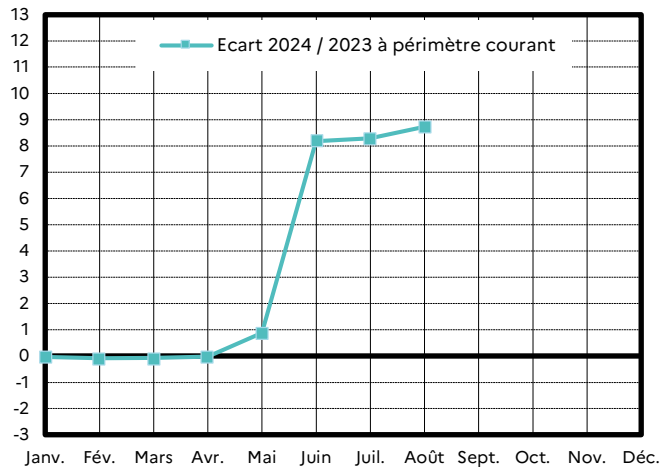


Recettes non fiscales (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2024-2023 (cumul depuis le début de l'année)



⁽¹⁾ Hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés (CSB) et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés (CRIS) ;

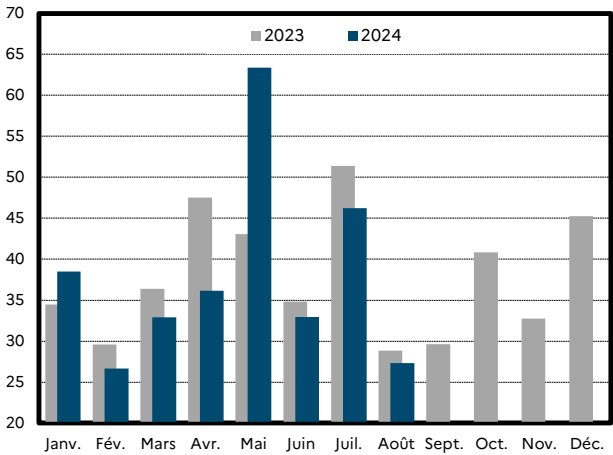
⁽²⁾ Y compris CSB et CRIS.

Dépenses totales nettes du budget général

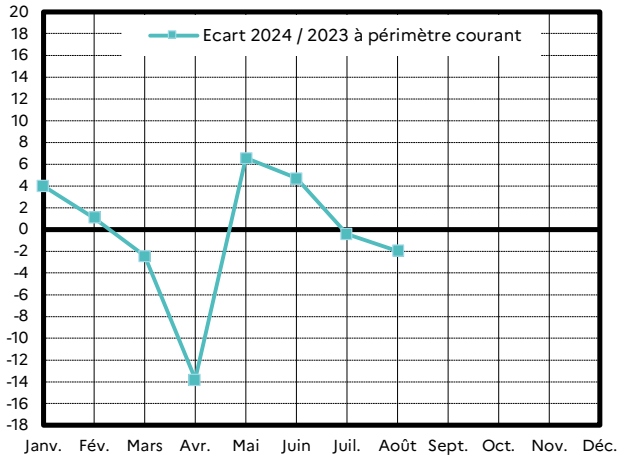
en millions d'euros	Exécution	Cumul à fin août		Variation à fin août 2024 / 2023	
	2023	2023	2024	Périmètre courant	Périmètre constant
Dotation des pouvoirs publics	1 077	1 077	1 138	5,7%	5,7%
Dépenses de personnel	144 807	94 964	102 106	7,5%	7,5%
Dépenses de fonctionnement *	74 179	54 084	56 788	5,0%	4,9%
Charges de la dette de l'État	54 780	41 274	35 251	-14,6%	-14,6%
Dépenses d'investissement	18 696	13 071	14 217	8,8%	9,2%
Dépenses d'intervention	158 315	99 538	93 137	-6,4%	-6,1%
Dépenses d'opérations financières	2 712	2 053	1 473	-28,3%	-28,3%
Dépenses du budget général	454 565	306 062	304 109	-0,6%	-0,5%
PSR au profit des collectivités territoriales	44 254	31 065	31 633	1,8%	1,8%
PSR au profit de l'Union européenne	23 873	16 420	14 411	-12,2%	-12,2%
Prélèvements sur recettes	68 127	47 486	46 044	-3,0%	-3,1%
Dépenses totales (budget général et prélèvements sur recettes)	522 693	353 548	350 154	-1,0%	-0,9%

Dépenses du budget général nettes (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2024-2023 (cumul depuis le début de l'année)



Solde général détaillé (hors FMI)

en millions d'euros	2022 ⁽¹⁾			2023 ⁽²⁾			2024 ⁽²⁾
	LFI	LFR 2	EXE	LFI	LFG	EXE	LFI
Dépenses totales du budget général	467 788	513 443	512 935	525 805	529 129	522 693	519 908
Prélèvements sur recettes	69 600	67 916	67 263	70 584	69 460	68 127	66 667
Dépenses du budget général	398 188	445 527	445 672	455 221	459 668	454 565	453 241
dont dépenses financées hors fonds de concours et attributions de produits	391 907	439 247	438 164	449 983	454 430	448 074	445 842
Recettes totales du budget général	314 030	346 772	354 740	364 365	362 380	354 534	378 585
Recettes fiscales	287 572	315 766	323 284	328 194	330 610	322 903	348 482
Recettes non fiscales	20 177	24 726	23 949	30 933	26 532	25 139	22 704
Fonds de concours et attributions de produits	6 281	6 281	7 508	5 238	5 238	6 492	7 399
Solde des comptes spéciaux	-85	3 021	6 726	-3 619	-5 866	-5 101	-5 728
dont avances aux collectivités territoriales	625	1 926	2 214	-2 066	-2 383	-3 604	-2 415
Solde des budgets annexes	15	300	27	125	211	288	160
Solde général	-153 828	-163 350	-151 441	-164 933	-172 404	-172 972	-146 892
Pour mémoire : R&D d'impôts d'État	123 982	129 540	125 783	127 055	139 544	137 322	136 189
R&D d'impôts locaux	6 626	7 018	6 982	4 587	4 602	5 123	4 291

* Y compris versement à la Banque européenne d'investissement (BEI) et dotation au mécanisme européen de stabilité (MES) ;
(1) Conformément à la loi organique du 1^{er} août 2001, les données "2022" sont nettes des R&D d'impôts d'État et d'impôts locaux (programmes 200 et 201) ;
(2) Conformément à la loi organique du 28 décembre 2021, les données "2023" et "2024" sont nettes des R&D d'impôts d'État (programme 200).